ÉCONOMIE

Afrique : la croissance résiste, l’IA ouvre un nouveau front

Administrateur LJDP — 06 October 2026 — 5 min de lecture



BM_AFSS_OCT_2026

L’Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance de 4,3 % en 2026, malgré un environnement mondial difficile. La Banque mondiale alerte toutefois sur la dette, l’inflation et la pauvreté. Elle présente aussi l’intelligence artificielle comme un puissant levier de transformation économique.

L’Afrique subsaharienne confirme sa résistance face aux turbulences de l’économie mondiale. La croissance régionale devrait atteindre 4,3 % en 2026, contre 4,1 % en 2025. Cette prévision dépasse de 0,3 point celle publiée par la Banque mondiale en avril.

L’amélioration concerne près des trois quarts des économies de la région. L’Angola, l’Éthiopie, le Nigeria et la Zambie figurent parmi les pays révisés à la hausse. Cette évolution repose notamment sur une demande intérieure soutenue et des investissements privés dynamiques. Certaines réformes contribuent également à améliorer le climat des affaires.

Parallèlement, le commerce international apporte un soutien supplémentaire à l’activité économique. La transition énergétique mondiale stimule aussi la demande en minerais stratégiques. Plusieurs économies africaines disposent notamment de cuivre, cobalt, nickel, manganèse, platine et terres rares.

Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour la Région Afrique, souligne le rôle des réformes. Il met également en avant les progrès accomplis dans la gestion économique. Selon lui, le prochain défi consiste à transformer cette croissance en emplois et en meilleures opportunités.

Une croissance confrontée à la dette et à l’inflation

Cette embellie ne suffit cependant pas à résoudre les difficultés structurelles du continent. La croissance du revenu par habitant devrait atteindre seulement 1,8 % en 2026. Elle devrait ensuite avoisiner 2 % par an entre 2027 et 2028.

Ce rythme demeure insuffisant face à l’expansion rapide de la population active. Il limite également les perspectives d’une réduction importante de l’extrême pauvreté. Le taux de pauvreté devrait passer de 47,8 % en 2026 à 47,1 % en 2027. Malgré cette baisse, le nombre absolu de personnes pauvres devrait continuer d’augmenter.

À cette difficulté s’ajoute le retour des pressions inflationnistes. Le taux médian devrait passer de 3,7 % en 2025 à 5,5 % en 2026. Les carburants, les engrais et les denrées alimentaires alimentent notamment cette remontée. Les tensions au Moyen-Orient accentuent les pressions sur les prix internationaux.

Une amélioration progressive reste néanmoins envisagée à moyen terme. L’inflation médiane pourrait revenir autour de 4 % d’ici 2028. Cette perspective dépendra notamment de l’évolution géopolitique et des cours mondiaux des produits de base.

Les finances publiques constituent une autre source de fragilité. Le ratio médian de la dette publique s’est stabilisé autour de 57 % du PIB. Cette stabilisation masque toutefois une évolution vers des financements plus coûteux et plus risqués.

Le service de la dette absorbe ainsi une part importante des ressources publiques. Cette charge réduit les moyens disponibles pour la santé, l’éducation et les infrastructures. Elle limite également les investissements dans le capital humain et la protection sociale.

Le recul de l’aide internationale accentue cette pression financière. La Banque mondiale encourage donc une mobilisation accrue des ressources intérieures. Elle recommande aussi le développement des marchés financiers nationaux et la recherche de financements durables.

Les risques restent, par ailleurs, orientés à la baisse. Une aggravation des tensions géopolitiques pourrait provoquer une nouvelle hausse des prix mondiaux. Les carburants, les engrais et les produits alimentaires seraient particulièrement concernés.

Les chocs climatiques constituent également une menace importante. Un puissant épisode El Niño pourrait perturber la production agricole. Il pourrait aussi augmenter les prix alimentaires et aggraver l’insécurité alimentaire. L’Afrique australe et le Sahel seraient notamment exposés aux risques de sécheresse.

L’IA pourrait changer l’équation économique

Face à ces contraintes, la Banque mondiale accorde une place importante à l’intelligence artificielle. Cette technologie pourrait accroître la productivité et améliorer la prestation des services. Elle pourrait également soutenir l’innovation et favoriser de nouvelles activités économiques.

Dans un scénario très ambitieux, les perspectives apparaissent considérables. L’IA pourrait ajouter jusqu’à 1 000 milliards de dollars au PIB africain d’ici 2035. Elle pourrait également favoriser la création de 35 à 40 millions d’emplois numériques.

Les recettes fiscales annuelles pourraient, de leur côté, approcher 150 milliards de dollars. Toutefois, ces projections supposent une profonde transformation de l’environnement numérique africain. Les infrastructures actuelles restent encore insuffisantes pour exploiter pleinement ce potentiel.

Le continent part effectivement avec plusieurs handicaps importants. Environ 900 millions d’Africains ne sont toujours pas connectés à Internet. L’Afrique représente 18 % de la population mondiale. Pourtant, elle dispose seulement de 0,6 % des capacités mondiales des centres de données.

Le retard concerne également la préparation technique de ces infrastructures. Environ 5 % des centres de données africains seraient actuellement prêts pour l’IA. Par ailleurs, seulement 2 % environ des données mondiales d’entraînement proviennent d’Afrique.

Les langues africaines restent aussi largement sous-représentées dans les ensembles de données numériques. Cette faiblesse complique le développement de solutions adaptées aux réalités locales. Elle constitue donc un autre obstacle à une adoption inclusive de l’intelligence artificielle.

Malgré ces contraintes, l’adoption de l’IA progresse dans plusieurs économies. Le Kenya, le Nigeria et l’Afrique du Sud concentrent une grande partie de cette activité. Ces pays occupent aussi une place importante dans l’innovation et les investissements régionaux.

La dynamique apparaît notamment dans les grandes entreprises. Le taux d’utilisation atteint 44 % au Kenya et au Nigeria. À titre de comparaison, ce taux atteint 61 % aux États-Unis.

Des solutions africaines plutôt qu’une course technologique

La Banque mondiale privilégie donc une approche adaptée aux capacités actuelles du continent. L’Afrique pourrait commencer par des applications pratiques, abordables et adaptées aux besoins locaux. Ces solutions nécessitent généralement moins d’infrastructures que les modèles les plus avancés.

Des outils fonctionnant avec une faible bande passante offrent déjà plusieurs possibilités. Ils peuvent servir dans l’éducation, l’agriculture, la santé et la finance. La logistique, l’énergie et l’administration publique constituent

Source : http://lejournalduphoenix.com/article/afrique-la-croissance-resiste-lia-ouvre-un-nouveau-front — Le Journal du Phoenix